

CAZON
YX71
-C55



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Commercial Concentration Tax Act

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter C.16

as amended by:
1993, Chapter 16, s. 6

Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre C.16

tel qu'il est modifié par :
l'art. 6 du chap. 16 de 1993

and the following Regulation (as amended):

et le règlement suivant (tel qu'il est modifié) :

General (R.R.O. 1990, Reg. 75)

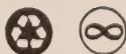


June 1995

juin 1995

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



ISBN 0-7778-4206-8

CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Commercial Concentration Tax Act/Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales	1
Regulation/Règlement General	R1.1

NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

The Regulation in this consolidation was made in English only. No French version is available.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Le règlement contenu dans la présente codification n'a été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted.

Z10731

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées.

CHAPTER C.16

Commercial Concentration Tax Act

(NOTE: By Order in Council made February 3, 1993, the powers and duties of the Minister of Revenue and of the Treasurer of Ontario and Minister of Economics were transferred to the Minister of Finance.)

Definitions

1. In this Act,

“assessment” means the determination of the gross area of a commercial property or commercial parking lot that is subject to tax under this Act; (“évaluation”)

“Assessment Review Board” means the Assessment Review Board under the *Assessment Review Board Act*; (“Commission de révision de l’évaluation foncière”)

“commercial parking lot” means land used for the parking of vehicles that is accessible to the public and for which a fee is charged; (“parc de stationnement commercial”)

“commercial property” means land that is a service station, garage, store, shopping centre, office, office building, restaurant, transient accommodation, theatre, cinema, arena, assembly hall or any other classes of land that may be prescribed, or any combination thereof; (“bien immeuble commercial”)

“Greater Toronto Area” means the regional municipalities of Durham, Halton, Peel and York and The Municipality of Metropolitan Toronto; (“agglomération torontoise”)

“industrial property” means land that is constructed to be used for the assembling, processing or manufacturing of finished or partially finished products from raw materials or fabricated parts; (“bien immeuble industriel”)

“land” includes all buildings, or any part of a building, and all structures and fixtures erected or placed upon, in, over, under or affixed to the land; (“bien-fonds”)

“Minister” means the Minister of Revenue; (“ministre”)

“person” includes a partnership, a municipal corporation, including a district, metropolitan or regional municipal corporation or a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, and any board, commission or authority established under any Act of the Legislature; (“personne”)

CHAPITRE C.16

Loi de l’impôt sur les concentrations commerciales

(REMARQUE : Les attributions du ministre du Revenu et du trésorier de l’Ontario et ministre de l’Économie ont été transférées au ministre des Finances par décret du 3 février 1993.)

1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi. Définitions

«agglomération torontoise» Les municipalités régionales de Durham, Halton, Peel et York ainsi que la municipalité de la communauté urbaine de Toronto. («Greater Toronto Area»)

«bien immeuble commercial» Bien-fonds qui constitue une station-service, un garage, une boutique, un centre commercial, un bureau, un immeuble à bureaux, un restaurant, un logement temporaire, un théâtre, un cinéma, un centre sportif ou une salle de réunion ou toute autre catégorie de biens-fonds prescrite, ou une combinaison de ceux-ci. («commercial property»)

«bien immeuble commercial imposable» Bien immeuble commercial assujéti à l’imposition aux termes de la présente loi. («taxable commercial property»)

«bien immeuble industriel» Bien-fonds qui est construit en vue de son utilisation pour l’assemblage, la transformation ou la fabrication de produits finis ou semi-finis à partir de matières premières ou de pièces usinées. («industrial property»)

«bien-fonds» S’entend en outre de tous les bâtiments, ou d’une partie quelconque d’un bâtiment, ainsi que de toutes les constructions et de tous les accessoires fixes édifiés ou mis en place sur, dans ou sous un bien-fonds ou au-dessus de celui-ci, ou fixés à ce dernier. («land»)

«Commission de révision de l’évaluation foncière» La Commission de révision de l’évaluation foncière prévue par la *Loi sur la Commission de révision de l’évaluation foncière*. («Assessment Review Board»)

«entrepôt» Bien-fonds utilisé comme dépôt, magasin ou hangar pour l’entreposage de marchandises. La présente définition inclut un bâtiment ou une construction à partir duquel des marchandises sont distribuées aux fins de la vente hors de ces lieux mais exclut un bâtiment ou une construction dont l’objet primaire est la vente de marchandises au public. («warehouse»)

“prescribed” means prescribed by regulations made under this Act; (“prescrit”)

“race track” means land where horse racing is carried on; (“hippodrome”)

“tax” includes interest and penalties; (“impôt”)

“taxable commercial property” means a commercial property that is liable for taxation under this Act; (“bien immeuble commercial imposable”)

“Treasurer” means the Treasurer of Ontario and Minister of Economics; (“trésorier”)

“trucking depot” means land where commercial vehicles are stationed and from which they are dispatched; (“entrepôt de camionnage”)

“warehouse” means land that is used as a repository, storehouse or shed for the storage of goods and includes any building or structure from which goods are distributed for sale off the premises, but does not include a building or structure, the primary purpose of which is the sale of goods to the public. (“entrepôt”) R.S.O. 1990, c. C.16, s. 1.

«entrepôt de camionnage» Bien-fonds où des véhicules utilitaires sont stationnés et à partir duquel ils sont répartis. («trucking depot»)

«évaluation» Calcul de la surface hors-tout d'un bien immeuble commercial ou d'un parc de stationnement commercial qui est assujéti à l'impôt aux termes de la présente loi. («assessment»)

«hippodrome» Bien-fonds où se tiennent des courses de chevaux. («race track»)

«impôt» S'entend en outre des intérêts et pénalités. («tax»)

«ministre» Le ministre du Revenu. («Minister»)

«parc de stationnement commercial» Bien-fonds utilisé pour le stationnement de véhicules qui est accessible au public et pour lequel un droit est imposé. («commercial parking lot»)

«personne» S'entend en outre d'une société en nom collectif, d'une municipalité, y compris d'une municipalité de district, d'une municipalité de communauté urbaine ou d'une municipalité régionale ou d'un conseil local au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, ainsi que d'un conseil, d'une commission ou d'un office constitué en vertu d'une loi de la Législature. («person»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«trésorier» Le trésorier de l'Ontario et ministre de l'Économie. («Treasurer») L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 1.

Taxable commercial property

2. (1) Commercial property is liable to taxation under this Act if the gross area of the commercial property exceeds 18,600 square metres as determined under this section.

Buildings

(2) In respect of commercial property, the gross area is the sum of the areas measured from the outside of the outside walls of any building, part of a building or structure at each level, both above and below ground, excluding any part of a building or structure that is used for vehicle parking.

Parking lots

(3) In respect of a commercial parking lot, the gross area is the sum of the areas measured from the outside of the outside walls of any building, part of a building or structure at each level, both above and below ground, and any other land used exclusively in connection with or for the purpose of the commercial parking lot.

2. (1) Les biens immeubles commerciaux sont assujettis à l'imposition aux termes de la présente loi si leur surface hors-tout, déterminée aux termes du présent article, est supérieure à 18 600 mètres carrés.

Bien immeuble commercial imposable

(2) À l'égard d'un bien immeuble commercial, la surface hors-tout correspond à la somme des surfaces mesurées de l'extérieur des murs extérieurs d'un bâtiment, d'une partie d'un bâtiment ou d'une construction, à chaque niveau, tant au-dessus qu'au-dessous du sol, à l'exclusion de toute partie d'un bâtiment ou d'une construction utilisée pour le stationnement de véhicules.

Bâtiments

(3) À l'égard d'un parc de stationnement commercial, la surface hors-tout correspond à la somme des surfaces mesurées de l'extérieur des murs extérieurs d'un bâtiment, d'une partie d'un bâtiment ou d'une construction, à chaque niveau, tant au-dessus qu'au-dessous du sol, ainsi que tout autre bien-fonds utilisé uniquement en liaison avec le parc de stationnement commercial ou aux fins de celui-ci.

Parcs de stationnement

Condominiums	(4) In the case of a commercial property that is divided into units or proposed units, within the meaning of the <i>Condominium Act</i> , the gross area is the aggregate of the area of the units or proposed units plus the area of any common elements, within the meaning of the <i>Condominium Act</i> , that are commercial property.	(4) Dans le cas d'un bien immeuble commercial qui est divisé en parties privatives ou en parties privatives projetées, au sens de la <i>Loi sur les condominiums</i> , la surface hors-tout correspond au total de la surface des parties privatives ou des parties privatives projetées plus la surface des parties communes, au sens de la <i>Loi sur les condominiums</i> , qui constitue un bien immeuble commercial.	Condominiums
Multiple buildings	(5) If a single commercial property contains two or more buildings that are not dependent on shared facilities, each building shall be separately assessed.	(5) Si un seul bien immeuble commercial contient plusieurs bâtiments qui ne dépendent pas d'installations partagées, chaque bâtiment est évalué séparément.	Bâtiments multiples
Multiple parcels of land	(6) If a commercial property is located on more than one parcel of land, the gross area of that commercial property is, (a) the gross area determined under subsection (2) if it consists of a single building; or (b) the aggregate gross areas if two or more buildings are dependent on shared facilities.	(6) Si un bien immeuble commercial est situé sur plusieurs parcelles de terrain, la surface hors-tout de ce bien immeuble commercial correspond : a) à la surface hors-tout calculée aux termes du paragraphe (2) s'il s'agit d'un seul bâtiment; b) au total des surfaces hors-tout si plusieurs bâtiments dépendent d'installations partagées.	Parcelles de terrain multiples
Idem	(7) Subsection (6) applies even if the parcels of land have different owners who are separately liable for their proportionate share of taxes under this Act.	(7) Le paragraphe (6) s'applique même si les parcelles de terrain appartiennent à des propriétaires différents qui sont tenus chacun d'assumer leur part proportionnelle des impôts aux termes de la présente loi.	Idem
Mixed use	(8) If a parcel of land comprises commercial property and land that is exempt from tax under this Act, the gross area of the land that is exempt shall not be included in the calculation of the gross area used in determining whether the parcel is a taxable commercial property.	(8) Si une parcelle de terrain contient un bien immeuble commercial et un bien-fonds exonéré d'impôt aux termes de la présente loi, la surface hors-tout du bien-fonds exonéré n'est pas incluse dans le calcul de la surface hors-tout utilisée pour déterminer si la parcelle est un bien immeuble commercial imposable.	Usage multiple
Atria	(9) If a commercial property contains an atrium, the gross area of the land used in determining whether the land is a taxable commercial property shall be reduced by the sum of the areas of the atrium at each level surrounding the atrium and no tax is payable under this Act in respect of the atrium, but no reduction in the gross area or in the tax payable shall be made for the floor of the atrium. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 2.	(9) Si un bien immeuble commercial contient un atrium, il est déduit de la surface hors-tout du bien-fonds utilisée pour déterminer si le bien-fonds est un bien immeuble commercial imposable la somme des surfaces de l'atrium à chaque niveau entourant l'atrium. Aucun impôt n'est payable aux termes de la présente loi à l'égard de l'atrium, mais aucune réduction de la surface hors-tout ou de l'impôt payable n'est accordée pour le plancher de l'atrium. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 2.	Atria
Tax on commercial property	3. (1) Land located within the Greater Toronto Area that is a taxable commercial property is liable to taxation in each year at a rate equal to \$10.75 for each square metre by which the gross area of the land exceeds 18,600 square metres.	3. (1) Les biens-fonds situés dans l'agglomération torontoise qui sont des biens immeubles commerciaux imposables sont assujettis à l'imposition chaque année au taux de 10,75 \$ par mètre carré de surface hors-tout du bien-fonds au-delà de 18 600 mètres carrés.	Impôt sur un bien immeuble commercial
Commercial parking lot	(2) Land located within the Greater Toronto Area that is a commercial parking lot is liable to taxation in each year at a rate equal to \$10.75 for each square metre of the gross area of the land.	(2) Les biens-fonds situés dans l'agglomération torontoise qui sont des parcs de stationnement commerciaux sont assujettis à l'imposition chaque année au taux de 10,75 \$ par mètre carré de surface hors-tout.	Parc de stationnement commercial

Condominium

(3) Commercial property located within the Greater Toronto Area that is a unit, a proposed unit or the common elements, within the meaning of the *Condominium Act*, and that is part of a taxable commercial property is liable to taxation in each year for that portion of the tax otherwise imposed on such taxable commercial property that the area of the unit, proposed unit or common elements bears to the area of the taxable commercial property.

Multiple parcels

(4) Each owner of commercial property located within the Greater Toronto Area that is part of a taxable commercial property and that is situated on a separate parcel of land is liable to taxation in each year for that portion of the tax otherwise imposed on such taxable commercial property that the area of the commercial property bears to the area of the taxable commercial property.

Liability for tax

(5) The tax under this section is payable to Her Majesty in right of Ontario by the owner of the land but, if the land is the common elements within the meaning of the *Condominium Act*, the tax is payable,

- (a) by the declarant, within the meaning of the *Condominium Act*, if the registration of a declaration and description has not occurred; or
- (b) by the owners of the units in the same proportion as their interest in the common elements, if the registration of the declaration and description has occurred.

Parking on Crown land

(6) Despite subsection 4 (3), a tenant who operates a commercial parking lot on land within the Greater Toronto Area that is owned by the Crown or in which the Crown has an interest, if rent or other valuable consideration is paid in respect of the land, shall be assessed in respect of that land and shall pay taxes under this Act as if the land were owned by the tenant. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 3.

No tax payable after 1993

(7) This section does not apply in respect of any year after 1993.

Reduction in tax on commercial parking lots for 1993

(8) The tax imposed in respect of the year 1993 on land that is a commercial parking lot is reduced to the proportion of the tax that,

- (a) the number of months in the first six months of 1993 for any part of which

Condominium

(3) Les biens immeubles commerciaux situés dans l'agglomération torontoise qui sont des parties privatives, des parties privatives projetées ou des parties communes, au sens de la *Loi sur les condominiums*, et qui font partie d'un bien immeuble commercial imposable sont assujettis à l'imposition chaque année pour la fraction de l'impôt qui serait par ailleurs exigé sur ce bien immeuble commercial imposable qui correspond à celle que représente la surface des parties privatives, des parties privatives projetées ou des parties communes par rapport à la surface du bien immeuble commercial imposable.

Parcelles multiples

(4) Le propriétaire d'un bien immeuble commercial situé dans l'agglomération torontoise qui fait partie d'un bien immeuble commercial imposable et qui est situé sur une parcelle de terrain séparée est assujetti à l'imposition chaque année pour la fraction de l'impôt qui serait par ailleurs exigé sur ce bien immeuble commercial imposable qui correspond à celle que représente la surface du bien immeuble commercial par rapport à la surface du bien immeuble commercial imposable.

Assujettissement à l'impôt

(5) L'impôt prévu au présent article est payable à Sa Majesté du chef de l'Ontario par le propriétaire du bien-fonds. Toutefois, si ce bien-fonds constitue les parties communes au sens de la *Loi sur les condominiums*, l'impôt est payable :

- a) par le déclarant, au sens de la *Loi sur les condominiums*, s'il n'y a pas eu enregistrement d'une déclaration et description;
- b) par les propriétaires des parties privatives dans un rapport proportionnel à l'intérêt qu'ils ont dans les parties communes, s'il y a eu enregistrement de la déclaration et description.

Stationnement sur une terre de la Couronne

(6) Malgré le paragraphe 4 (3), le locataire qui exploite un parc de stationnement commercial sur un bien-fonds situé dans l'agglomération torontoise appartenant à la Couronne ou dans lequel la Couronne a un intérêt, si ce loyer ou une contrepartie de valeur est versé à l'égard du bien-fonds, est imposable à l'égard de ce bien-fonds et paie les impôts prévus aux termes de la présente loi comme si le bien-fonds lui appartenait. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 3.

(7) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une année postérieure à 1993.

Aucun impôt à payer après 1993

(8) L'impôt établi pour 1993 sur un bien-fonds qui constitue un parc de stationnement commercial est réduit à la portion de l'impôt que représente :

Réduction de l'impôt sur les parcs de stationnement commerciaux pour 1993

- a) le nombre de mois au cours des six premiers mois de 1993 pendant une partie

the land is a commercial parking lot liable to tax under this Act,

is of,

(b) twelve. 1993, c. 16, s. 6 (1).

desquels le bien-fonds constitue un parc de stationnement commercial assujéti à l'impôt prévu par la présente loi;

par rapport :

b) au nombre 12. 1993, chap. 16, par. 6 (1).

Exemptions

4. (1) Land that is residential or industrial property, or that is a race track, pipeline, trucking depot or warehouse is exempt from tax under this Act.

4. (1) Les biens-fonds qui constituent des biens immeubles résidentiels ou industriels, ou des hippodromes, des pipelines, des entrepôts de camionnage ou des entrepôts sont exonérés d'impôt aux termes de la présente loi.

Exonérations

Idem

(2) Land that is a research and development facility is exempt from tax under this Act.

(2) Les biens-fonds qui constituent des installations de recherche et développement sont exonérés d'impôt aux termes de la présente loi.

Idem

Idem

(3) Land that is exempt from taxes for municipal and school purposes by any other Act is exempt from tax under this Act, other than a commercial parking lot operated by a municipality or local board as defined in the *Municipal Affairs Act*.

(3) Les biens-fonds qui sont exonérés d'impôt aux fins municipales et scolaires par une autre loi sont exonérés d'impôt aux termes de la présente loi, sauf s'il s'agit d'un parc de stationnement commercial exploité par une municipalité ou un conseil local au sens de la *Loi sur les affaires municipales*.

Idem

Commercial parking lots

(4) Land that is a commercial parking lot is exempt from tax under this Act if it is operated as a commercial parking lot on a seasonal basis. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 4.

(4) Les biens-fonds qui constituent des parcs de stationnement commerciaux sont exonérés d'impôt aux termes de la présente loi s'ils sont exploités à ce titre sur une base saisonnière. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 4.

Parcs de stationnement commerciaux

Assessors

5. (1) The Minister may authorize persons to carry out assessments for the purpose of this Act.

5. (1) Le ministre peut autoriser des personnes à faire des évaluations pour l'application de la présente loi.

Évaluateurs

Right of access

(2) An assessor authorized under subsection (1), upon producing proper identification, shall at all reasonable times and upon reasonable request be given free access to all land.

(2) À toute heure raisonnable et sur demande raisonnable, il est donné libre accès à tout bien-fonds à l'évaluateur autorisé en vertu du paragraphe (1) qui présente les pièces d'identité voulues.

Droit d'accès

Information

(3) Every adult person present on land when an assessor visits the land in the performance of his or her duties shall, upon request, give to the assessor all the information in his or her knowledge that will assist in a proper assessment.

(3) Toute personne adulte qui se trouve sur un bien-fonds lorsqu'un évaluateur visite celui-ci dans l'exercice de ses fonctions doit fournir sur demande à l'évaluateur tous les renseignements dont il a connaissance et qui sont susceptibles de contribuer à une évaluation adéquate.

Renseignements

Minister not bound by information

(4) The Minister is not bound by any information provided under subsection (3) and the Minister may make inquiries to ascertain its correctness. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 5.

(4) Le ministre n'est pas lié par les renseignements fournis aux termes du paragraphe (3), et il peut faire des enquêtes pour s'assurer de leur exactitude. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 5.

Ministre non lié par les renseignements

Offence for failure to provide information

6. (1) Every person who refuses to provide information as requested under subsection 5 (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000 and to an additional fine of \$100 for each day during which the offence continues.

6. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$ et d'une amende supplémentaire de 100 \$ par jour où l'infraction se poursuit la personne qui refuse de fournir les renseignements demandés en vertu du paragraphe 5 (3).

Infraction-Refus de fournir des renseignements

Offence, false statement

(2) Every person who knowingly makes a false statement in providing information under subsection 5 (3) is guilty of an offence and on

(2) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 500 \$ la personne qui fait

Infraction-Fausse déclaration

conviction is liable to a fine of not more than \$500.

Offence,
obstruction

(3) Every person who wilfully obstructs or interferes with an assessor in the performance of his or her duties or the exercise of his or her powers under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$500. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 6.

Assessment
information

7. (1) The Minister shall record the name and address of every owner of land that is liable to tax under this Act, a description of the land sufficient to identify it and the gross area of the land upon which tax will be calculated.

Register

(2) The Minister shall maintain a register of all owners of land assessed under this Act and the register shall be open for public inspection during normal office hours.

Subdivisions
assessed
separately

(3) Subject to section 2, each subdivision shall be assessed separately. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 7.

Notice of
assessment

8. (1) Not later than the second Tuesday following the 1st day of October in each year before 1993, the Minister shall assess and deliver to every owner of land, subject to tax under this Act, a notice of assessment in the prescribed form of the gross area of each taxable commercial property or commercial parking lot assessed. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 8 (1); 1993, c. 16, s. 6 (2).

Idem

(2) In any proceeding, a certificate of the Minister setting out the dates upon which notices were delivered is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the delivery of the notice.

Idem

(3) If land is owned by more than one person, the Minister shall deliver a notice of assessment to each owner.

Extension of
time for
notice of
assessment

(4) If in any year it appears that the notices of assessment will not be or have not been delivered as provided in subsection (1), the Minister may extend the time for delivering the notices.

Notice of
extension

(5) The Minister shall cause a notice of extension to be published in a daily newspaper that, in the opinion of the Minister, has such circulation within the Greater Toronto Area as to provide reasonable notice to persons affected by it.

Contents of
notice

(6) The notice of extension shall specify the date to which the time has been extended

sciemment une fausse déclaration en fournissant des renseignements aux termes du paragraphe 5 (3).

(3) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 500 \$ la personne qui entrave ou gêne délibérément un évaluateur dans l'exercice des fonctions ou des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 6.

Infraction-
Entrave

7. (1) Le ministre consigne les nom et adresse de chaque propriétaire de bien-fonds qui est assujéti à l'impôt aux termes de la présente loi ainsi qu'une description du bien-fonds suffisante pour identifier celui-ci ainsi que la surface hors-tout du bien-fonds sur laquelle l'impôt sera calculé.

Renseigne-
ments
concernant
l'évaluation

(2) Le ministre tient un registre de tous les propriétaires des biens-fonds évalués aux termes de la présente loi. Le public peut consulter ce registre pendant les heures normales de bureau.

Registre

(3) Sous réserve de l'article 2, chaque lotissement est évalué séparément. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 7.

Lotissements
évalués sépa-
rément

8. (1) Au plus tard le deuxième mardi suivant le 1^{er} octobre de chaque année précédant 1993, le ministre procède à l'évaluation et remet à chaque propriétaire de bien-fonds assujéti à l'impôt aux termes de la présente loi un avis d'évaluation, rédigé selon la formule prescrite, de la surface hors-tout de chaque bien immeuble commercial imposable ou de chaque parc de stationnement commercial évalué. L.R.O. 1990, chap. C.16, par. 8 (1); 1993, chap. 16, par. 6 (2).

Avis d'éva-
luation

(2) Dans toute instance, un certificat du ministre attestant les dates où les avis ont été remis constitue, en l'absence de preuve contraire, la preuve de la remise de l'avis.

Idem

(3) Si le bien-fonds appartient à plusieurs personnes, le ministre remet un avis d'évaluation à chaque propriétaire.

Idem

(4) Si, au cours d'une année quelconque, il semble que les avis d'évaluation ne seront pas ou n'ont pas été remis comme le prévoit le paragraphe (1), le ministre peut proroger les délais de remise des avis.

Prorogation
des délais

(5) Le ministre fait publier un avis de prorogation dans un quotidien dont la diffusion dans l'agglomération torontoise est, à son avis, suffisante pour que les personnes concernées reçoivent un avis raisonnable.

Avis de pro-
rogation

(6) L'avis de prorogation précise la date jusqu'à laquelle les délais ont été prorogés et la date limite prévue pour l'interjection d'un

Teneur de
l'avis

and the final date for commencing an appeal to the Assessment Review Board.

Assessment
valid and
binding

(7) The assessment is, subject to subsections 14 (2) and (3), valid and binds all parties concerned, despite any defect or error in the assessment or in the notice required by this section or the omission to deliver the notice.

Delivery of
notices

(8) The notice of assessment shall be delivered by leaving it at or mailing it to the residence or place of business of the person liable to pay tax.

Delivery to
requested
address

(9) If a person liable to pay tax submits a written notice to the Minister requesting that the notice of assessment be delivered to a particular address, the notice of assessment shall be delivered to that address and the notice stands until revoked.

Correction
of errors

(10) The Minister may, before the fifteenth day following the day on which notices of assessment are delivered or the date to which the delivery of assessment notices is extended under subsection (4), correct any defect, error or omission in any assessment and shall deliver an amended notice to the person assessed. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 8 (2-10).

Omission

9. (1) If any taxable commercial property has not been assessed in whole or in part for any year before 1994 or for any part of either of the next two preceding years, or if any commercial parking lot has not been assessed for any year or part of the year before July 1, 1993 or for any part of the next two preceding years, and no taxes have been imposed for the assessment omitted, the Minister shall make any assessment necessary to rectify the omission, and such taxes, as would have been payable if the assessment had been made, shall be imposed and collected.

Same

(1.1) For the purposes of subsection (1), any assessment made,

- (a) in 1993, may include any omitted assessment for 1992 and 1991;
- (b) in 1994, may include any omitted assessment for 1993 and 1992;
- (c) in 1995, may include any omitted assessment for 1993.

Same

(1.2) An assessment may not be made under subsection (1) after 1995. 1993, c. 16, s. 6 (3).

Supplemen-
tary
assessments

(2) If, after assessment notices have been given under subsection 8 (1) and before the last day of the taxation year for which taxes

appel devant la Commission de révision de l'évaluation foncière.

(7) Sous réserve des paragraphes 14 (2) et (3), l'évaluation est valable et lie les parties concernées, malgré tout vice de forme ou erreur dans l'évaluation ou dans un avis exigé par le présent article ou malgré toute omission de remettre l'avis.

(8) L'avis d'évaluation est remis s'il est laissé ou envoyé par la poste à la résidence ou à l'établissement de la personne assujettie au paiement de l'impôt.

(9) Si une personne assujettie au paiement de l'impôt présente au ministre un avis écrit demandant que l'avis d'évaluation soit remis à une adresse particulière, l'avis d'évaluation est remis à cette adresse et l'avis écrit demeure valide jusqu'à ce qu'il soit révoqué.

(10) Le ministre peut, avant le quinzième jour suivant le jour où les avis d'évaluation sont remis ou la date jusqu'à laquelle la remise des avis d'évaluation a été prorogée en vertu du paragraphe (4), corriger tout vice de forme ou toute erreur ou omission dans une évaluation et il remet un avis modifié à la personne dont le bien-fonds est évalué. L.R.O. 1990, chap. C.16, par. 8 (2) à (10).

9. (1) Si un bien immeuble commercial imposable n'a pas été évalué, en totalité ou en partie, pour une année quelconque antérieure à 1994 ou pour une partie quelconque de l'une ou l'autre des deux années précédentes, ou si un parc de stationnement commercial n'a pas été évalué pour une année quelconque ou une partie quelconque de l'année précédant le 1^{er} juillet 1993 ou pour une partie quelconque de l'une ou l'autre des deux années précédentes, et qu'aucun impôt n'a été exigé pour l'évaluation omise, le ministre effectue l'évaluation nécessaire pour remédier à l'omission, et les impôts qui auraient été payables si l'évaluation avait été faite sont exigés et perçus.

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), l'évaluation faite :

- a) en 1993, peut comprendre une évaluation omise pour 1992 et 1991;
- b) en 1994, peut comprendre une évaluation omise pour 1993 et 1992;
- c) en 1995, peut comprendre une évaluation omise pour 1993.

(1.2) Une évaluation ne peut être effectuée aux termes du paragraphe (1) après 1995. 1993, chap. 16, par. 6 (3).

(2) Si, une fois les avis d'évaluation donnés aux termes du paragraphe 8 (1), mais avant le dernier jour de l'année d'imposition à l'égard

Évaluation
valable et
exécutoire

Remise des
avis

Remise à
l'adresse de-
mandée

Correction
des erreurs

Omission

Idem

Idem

Évaluations
supplémentaires

are imposed on the assessment referred to in the notices,

- (a) an increase in the gross area results from the erection, alteration, enlargement or improvement of any land or a portion thereof that commences to be used as a commercial property before January 1, 1994 or as a commercial parking lot before July 1, 1993;
- (b) land or a portion thereof that is commercial property ceases to be exempt from taxation before January 1, 1994; or
- (c) land or a portion thereof that is a commercial parking lot ceases to be exempt from taxation before July 1, 1993,

the Minister shall make such supplementary assessment as may be necessary to reflect the change. 1993, c. 16, s. 6 (4).

de laquelle les impôts sont établis sur l'évaluation mentionnée dans les avis, une des situations suivantes se présente, le ministre effectue les évaluations supplémentaires qui peuvent être nécessaires de façon à refléter ces changements :

- a) il se produit une augmentation de la surface hors-tout à la suite de l'édification, de la modification, de l'agrandissement ou de l'aménagement d'un bien-fonds ou d'une partie de bien-fonds qui commence à servir de bien immeuble commercial avant le 1^{er} janvier 1994 ou de parc de stationnement commercial avant le 1^{er} juillet 1993;
- b) un bien-fonds ou une partie de bien-fonds qui constitue un bien immeuble commercial cesse d'être exonéré d'impôt avant le 1^{er} janvier 1994;
- c) un bien-fonds ou une partie de bien-fonds qui constitue un parc de stationnement commercial cesse d'être exonéré d'impôt avant le 1^{er} juillet 1993. 1993, chap. 16, par. 6 (4).

Idem

(3) If a supplementary assessment has been made, the amount of taxes to be imposed shall be the amount of taxes that would have been imposed for the portion of the taxation year remaining after the change occurred if the assessment had been made in the usual way.

(3) Si une évaluation supplémentaire a été effectuée, le montant des impôts à exiger correspond au montant des impôts qui auraient été exigés pour la partie de l'année d'imposition qui reste après le changement si l'évaluation avait été effectuée de la manière habituelle.

Idem

Notice and appeal

(4) Notice that an assessment under subsection 8 (10) or under subsection (1) or (2) has been made shall be given to the owner of the land who is entitled to appeal as if the assessment had been regularly made. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 9 (3, 4).

(4) Un avis attestant que l'évaluation prévue au paragraphe 8 (10) ou au paragraphe (1) ou (2) a été effectuée est donné au propriétaire du bien-fonds qui a le droit d'interjeter appel comme si l'évaluation avait été régulièrement effectuée. L.R.O. 1990, chap. C.16, par. 9 (3) et (4).

Avis et appel

Complaint to Assessment Review Board

10. (1) Any person who is assessed under this Act may complain in writing to the Assessment Review Board that the assessment is too high.

10. (1) La personne dont le bien-fonds est évalué aux termes de la présente loi peut se plaindre par écrit à la Commission de révision de l'évaluation foncière que l'évaluation est trop élevée.

Plainte à la Commission de révision de l'évaluation foncière

Time for making complaint

(2) A complaint shall state the name and address where notices can be given to the complainant and shall be delivered or mailed to the regional registrar of the Assessment Review Board within thirty-five days following the day on which notices of assessment are delivered or the date to which the delivery of assessment notices is extended under subsection 8 (4).

(2) La plainte indique le nom et l'adresse où des avis peuvent être donnés au plaignant et elle est remise ou envoyée par la poste au greffier régional de la Commission de révision de l'évaluation foncière dans les trente-cinq jours suivant le jour où les avis d'évaluation sont remis ou de la date jusqu'à laquelle la remise des avis d'évaluation est prorogée en vertu du paragraphe 8 (4).

Délai de soumission des plaintes

Copy to Minister

(3) The regional registrar shall promptly transmit a copy of all complaints received to the Minister.

(3) Le greffier régional transmet promptement au ministre une copie de toutes les plaintes reçues.

Copie au ministre

Parties

(4) The parties to the proceeding are the Minister and all persons complaining.

(4) Sont parties à l'instance le ministre et les personnes qui se plaignent.

Parties

Notice of hearing	(5) The regional registrar shall give at least fourteen days notice to the parties of any hearing by the Assessment Review Board.	(5) Le greffier régional donne aux parties un préavis d'au moins quatorze jours de la tenue d'une audience de la Commission de révision de l'évaluation foncière.	Avis d'appel
Adding parties	(6) If during the hearing it appears that another person should be a party to the hearing, the Board shall add the person as a party and, if necessary, adjourn and give the person notice of the hearing.	(6) S'il appert, au cours de l'audience, qu'une autre personne devrait être partie à l'audience, la Commission ajoute la personne à titre de partie et, au besoin, ajourne l'audience et donne un avis de l'audience à la personne.	Parties supplémentaires
Copy of register admissible	(7) A copy of the register under subsection 7 (2), certified to be a true copy by the Minister, is admissible in evidence in any proceeding as proof of the original assessment made against each owner recorded in the register and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the contents of the assessment.	(7) Une copie du registre prévu au paragraphe 7 (2), certifiée conforme par le ministre, est admissible en preuve dans toute instance, comme faisant foi de l'évaluation primitive effectuée pour chaque propriétaire inscrit dans le registre. En l'absence de preuve contraire, elle fait foi du contenu de cette évaluation.	Copie du registre admissible en preuve
Preliminary explanation	(8) At the commencement of a hearing respecting the determination of the gross area of a commercial property or a commercial parking lot, the assessor shall explain the manner in which the assessment was arrived at and the complainant shall explain the nature of his or her complaint.	(8) Au début d'une audience concernant le calcul de la surface hors-tout d'un bien immeuble commercial ou d'un parc de stationnement commercial, l'évaluateur explique de quelle manière on est parvenu à l'évaluation et le plaignant explique la nature de sa plainte.	Explication préliminaire
Alteration of assessment	(9) The decision of the Assessment Review Board shall be forwarded by the regional registrar to the Minister and the Minister shall alter the assessment in accordance with the decision if no appeal is taken. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 10.	(9) Le greffier régional fait parvenir la décision de la Commission de révision de l'évaluation foncière au ministre, et celui-ci modifie l'évaluation conformément à la décision si aucun appel n'est interjeté. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 10.	Modification de l'évaluation
Appeal to O.M.B.	11. (1) An appeal lies to the Ontario Municipal Board from the decision of the Assessment Review Board under section 10.	11. (1) La décision rendue par la Commission de révision de l'évaluation foncière en vertu de l'article 10 peut être portée en appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Appel devant la C.A.M.O.
Notice of appeal	(2) The party appealing shall, within twenty-one days of the mailing of the decision of the Assessment Review Board, deliver or mail to the regional registrar of the Assessment Review Board a notice of appeal accompanied by the fee prescribed under the <i>Ontario Municipal Board Act</i> .	(2) Dans les vingt et un jours de la mise à la poste de la décision de la Commission de révision de l'évaluation foncière, la partie appelante remet ou envoie par la poste au greffier régional de la Commission de révision de l'évaluation foncière un avis d'appel accompagné des droits prescrits aux termes de la <i>Loi sur la Commission des affaires municipales de l'Ontario</i> .	Avis d'appel
Delivery of notice of appeal	(3) The regional registrar of the Assessment Review Board shall promptly deliver or mail a copy of the notice of appeal to the other parties.	(3) Le greffier régional de la Commission de révision de l'évaluation foncière remet ou envoie promptement par la poste aux autres parties une copie de l'avis d'appel.	Remise de l'avis d'appel
Material to be forwarded to O.M.B.	(4) The regional registrar shall forward to the Ontario Municipal Board the notice of appeal, the fee mentioned in subsection (2) and any other material in the regional registrar's possession that is necessary for the hearing of the appeal.	(4) Le greffier régional fait parvenir à la Commission des affaires municipales de l'Ontario l'avis d'appel, les droits prévus au paragraphe (2) et tout autre document en sa possession qui est nécessaire à l'audition de l'appel.	Éléments à envoyer à la C.A.M.O.
New hearing	(5) The appeal shall be by way of a new hearing.	(5) L'appel prend la forme d'une nouvelle audience.	Nouvelle audience

Alteration	(6) If, on the basis of a decision of the Ontario Municipal Board or on an appeal therefrom, it appears that an alteration should be made in an assessment, the Minister shall, except where an appeal is commenced, alter the assessment to give effect to the decision. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 11.	(6) Si, en raison d'une décision de la Commission des affaires municipales de l'Ontario ou d'un appel de cette décision, il appert qu'une modification de l'évaluation s'impose, le ministre, à moins qu'un appel soit en cours, modifie l'évaluation de façon à donner effet à la décision. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 11.	Modification
Application to court	12. (1) The Minister or any person assessed may apply to the Ontario Court (General Division) for the determination of any question relating to the assessment, except a question as to whether the assessment is too high.	12. (1) Le ministre ou toute personne dont le bien-fonds est évalué peut demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) de statuer sur toute question ayant trait à l'évaluation, sauf s'il s'agit de décider si l'évaluation est trop élevée.	Requête au tribunal
Service of notice	(2) The persons to be served with notice under this section are the persons assessed and the Minister.	(2) Les personnes auxquelles un avis doit être signifié aux termes du présent article sont les personnes dont les biens-fonds sont évalués et le ministre.	Signification de l'avis
Appeal to Divisional Court	(3) An appeal lies to the Divisional Court from the judgment of the Ontario Court (General Division).	(3) Le jugement rendu par la Cour de l'Ontario (Division générale) peut être porté en appel devant la Cour divisionnaire.	Appel devant la Cour divisionnaire
When assessment to be changed	(4) The appeal from any judgment given by the Ontario Court (General Division) under this section shall not cause the assessment to be amended, but when such appeal has been disposed of, the Minister shall cause changes to be made in the assessment to give effect to the final determination.	(4) L'appel d'un jugement rendu par la Cour de l'Ontario (Division générale) aux termes du présent article n'entraîne pas la modification de l'évaluation, mais une fois qu'il a été statué sur l'appel, le ministre fait apporter des changements à l'évaluation de façon à donner effet à la décision définitive.	Modification de l'évaluation
Judgment of court binding on Assessment Review Board, etc.	(5) The judgment of the Ontario Court (General Division) or the Divisional Court is binding upon the Assessment Review Board and the Ontario Municipal Board.	(5) Le jugement de la Cour de l'Ontario (Division générale) ou de la Cour divisionnaire lie la Commission de révision de l'évaluation foncière et la Commission des affaires municipales de l'Ontario.	Commissions liées par le jugement
Time for proceeding	(6) A proceeding may be brought under this section at any time but the court may only alter an assessment to affect taxes imposed and payable with respect to that assessment in the year in which the proceeding is commenced and any subsequent year. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 12.	(6) Une instance peut être introduite en tout temps en vertu du présent article, mais la modification apportée par le tribunal à l'évaluation ne peut toucher que les impôts exigés et payables à l'égard de celle-ci durant l'année au cours de laquelle l'instance est introduite et les années subséquentes. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 12.	Délai
Defence limited in actions to collect tax	13. No matter that could have been raised by way of complaint to the Assessment Review Board or in a proceeding with respect to an assessment in a court within the times limited for bringing that complaint or proceeding under this Act shall be raised by way of defence in any action or other proceeding brought to collect the taxes. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 13.	13. Une question qui aurait pu être soulevée au moyen d'une plainte à la Commission de révision de l'évaluation foncière ou dans une instance à l'égard d'une évaluation devant un tribunal dans les délais impartis pour porter plainte ou introduire une instance en vertu de la présente loi ne peut pas être soulevée comme défense dans une action ou autre instance en recouvrement d'impôts. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 13.	Défense limitée dans des actions en recouvrement d'impôts
Basis of taxation	14. (1) Taxes shall be imposed in each year on the assessment made in the previous year.	14. (1) Les impôts sont établis chaque année à partir de l'évaluation effectuée l'année précédente.	Assiette d'imposition
Rights of appeal preserved	(2) Nothing in this section deprives a person of any right of appeal provided for in this Act.	(2) Le présent article n'a pas pour effet de priver une personne d'un droit d'appel prévu dans la présente loi.	Préservation du droit d'appel
Idem	(3) If the final determination of complaints, appeals or other proceedings increases or re-	(3) Si la décision définitive à l'égard de plaintes, d'appels ou d'autres instances entraî-	Idem

duces an assessment, the taxes levied and payable with respect to the assessment shall be adjusted accordingly and,

- (a) any overpayment resulting from the adjustment shall be refunded by the Minister; or
- (b) any underpayment resulting from the adjustment shall be remitted to the Minister. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 14.

Tax bills

15. (1) The tax imposed by this Act on,

- (a) taxable commercial property shall be for the calendar years before 1994 and becomes due and payable in two equal instalments on the 1st day of February and the 1st day of October in respect of a year before 1994 in which it is imposed; and
- (b) commercial parking lots shall be for the calendar year and becomes due and payable,
 - (i) in two equal instalments on the 1st day of February and the 1st day of October in respect of a year before 1993 in which it is imposed, and
 - (ii) in one payment on February 1, 1993 in respect of the year 1993,

and the Minister shall deliver a tax bill to every owner of land subject to tax on or before the 1st day of January in the year in which the tax is payable. 1993, c. 16, s. 6 (5).

Delivery

(2) A tax bill shall be delivered in the same manner and to the same address as a notice of assessment under section 8 but, where land is owned by more than one person, the Minister shall deliver the tax bill to the owner designated by the other owners for this purpose or, if no owner is designated, the Minister may select the person to whom the tax bill shall be sent.

Notice of address

(3) Despite subsection (2), if after the delivery of a notice of assessment and before the delivery of a tax bill under this section, an owner of land subject to tax submits a written notice to the Minister requesting that the tax bill be delivered to a particular address, the tax bill shall be delivered to that address and the notice stands until revoked.

Content of tax bill

(4) The tax bill shall show the assessment of the land, the rate of taxation, the amount of tax payable and such other information as may be prescribed.

Tax bill, omitted assessments

(5) If an assessment is made under subsection 9 (1), the Minister shall deliver to the

ne l'augmentation ou la diminution d'une évaluation, les impôts levés et payables à l'égard de l'évaluation sont rajustés en conséquence et :

- a) les trop-perçus résultant du rajustement sont remboursés par le ministre;
- b) les moins-perçus résultant du rajustement sont remis au ministre. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 14.

15. (1) L'impôt établi par la présente loi sur :

Relevés d'imposition

- a) un bien immeuble commercial imposable s'applique aux années civiles précédant 1994 et devient exigible et payable en deux versements égaux le 1^{er} février et le 1^{er} octobre pour une année précédant 1994 au cours de laquelle il est établi;
- b) un parc de stationnement commercial s'applique à l'année civile et devient exigible et payable :
 - (i) en deux versements égaux le 1^{er} février et le 1^{er} octobre pour une année précédant 1993 au cours de laquelle il est établi,
 - (ii) en un paiement le 1^{er} février 1993 pour 1993.

Le ministre remet un relevé d'imposition à chaque propriétaire de bien-fonds assujéti à l'impôt au plus tard le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle l'impôt est payable. 1993, chap. 16, par. 6 (5).

(2) Le relevé d'imposition est remis de la même manière et à la même adresse que l'avis d'évaluation prévu à l'article 8, mais lorsque le bien-fonds appartient à plus d'une personne, le ministre remet le relevé d'imposition au propriétaire désigné à cette fin par les autres propriétaires. Si aucun propriétaire n'est désigné, le ministre peut choisir la personne à qui est envoyé le relevé d'imposition.

Remise

(3) Malgré le paragraphe (2), si, après la remise d'un avis d'évaluation, mais avant la remise d'un relevé d'imposition aux termes du présent article, le propriétaire d'un bien-fonds assujéti à l'impôt présente au ministre un avis écrit demandant que le relevé d'imposition soit remis à une adresse particulière, le relevé d'imposition est remis à cette adresse et l'avis demeure valide jusqu'à ce qu'il soit révoqué.

Avis d'adresse

(4) Le relevé d'imposition indique l'évaluation du bien-fonds, le taux d'imposition et le montant de l'impôt payable et donne les autres renseignements prescrits.

Teneur du relevé d'imposition

(5) Si une évaluation est effectuée aux termes du paragraphe 9 (1), le ministre remet au

Relevé d'imposition : évaluations omises

owner of the taxable commercial property or commercial parking lot a tax bill for all tax owing.

propriétaire du bien immeuble commercial imposable ou du parc de stationnement commercial un relevé d'imposition pour tous les impôts exigibles.

Idem

(6) If the tax bill delivered under subsection (5) covers a portion of a year, the Minister may deliver to the owner a tax bill for a proportion of the amount of the taxes that would have been payable under this Act for the year if the land omitted from assessment had been liable to assessment and taxation for the whole year, in the ratio that the number of full months remaining in the year after the land becomes liable to assessment and taxation bears to the number 12.

(6) Si le relevé d'imposition remis en vertu du paragraphe (5) couvre une partie d'une année, le ministre peut remettre au propriétaire un relevé d'imposition pour une portion du montant des impôts qui auraient été payables pour l'année aux termes de la présente loi si le bien-fonds soustrait à l'évaluation avait été assujéti à l'évaluation et à l'imposition pour l'année entière, selon la proportion que représente le nombre de mois complets restant dans l'année une fois que le bien-fonds devient assujéti à l'évaluation et à l'imposition par rapport au nombre 12.

Idem

Tax on supplementary assessment

(7) If, between the 1st day of January and the 30th day of November in any year, land becomes liable to assessment and taxation under this Act for a reason described in clause 9 (2) (a) or (b), the Minister may deliver to the owner a tax bill for a proportion of the amount of the taxes that would have been payable under this Act for the year, if the land had been liable to assessment and taxation for the whole year, in the ratio that the number of full months remaining in the year after the land becomes liable to assessment and taxation bears to the number 12.

(7) Si, entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre d'une année quelconque, un bien-fonds devient assujéti à l'évaluation et à l'imposition aux termes de la présente loi pour une raison prévue à l'alinéa 9 (2) a) ou b), le ministre peut remettre au propriétaire un relevé d'imposition pour une portion du montant des impôts qui auraient été payables pour l'année aux termes de la présente loi si le bien-fonds avait été assujéti à l'évaluation et à l'imposition pour l'année entière, selon la proportion que représente le nombre de mois complets restant dans l'année une fois que le bien-fonds devient assujéti à l'évaluation et à l'imposition par rapport au nombre 12.

Impôt sur l'évaluation supplémentaire

Second instalment

(8) When a tax bill is issued under subsections (5) and (7), the tax billed is due and payable within thirty days of the date of that bill but, if a tax bill is issued before the 1st day of September in a year, the second instalment of tax payable with respect to the current year is payable on the 1st day of October in that year.

(8) Lorsqu'un relevé d'imposition est délivré en vertu des paragraphes (5) et (7), l'impôt visé est exigible et payable dans les trente jours de la date du relevé, mais si un relevé d'imposition est délivré avant le 1^{er} septembre d'une année, le deuxième versement de l'impôt payable pour l'année en cours est payable le 1^{er} octobre de l'année en question.

Deuxième versement

Liability for payment of tax

(9) Owners of land are jointly and severally liable for the payment of tax under this Act.

(9) Les propriétaires d'un bien-fonds sont solidairement responsables du paiement de l'impôt aux termes de la présente loi.

Assujettissement au paiement de l'impôt

Penalty for late payment

(10) The penalty for late payment of any instalment of tax payable under this Act is an amount equal to 5 per cent of the tax payable up to a maximum of \$10,000.

(10) La pénalité imposée en cas de retard de paiement d'un versement quelconque d'impôt payable aux termes de la présente loi est égale à 5 pour cent de l'impôt payable, jusqu'à concurrence de 10 000 \$.

Pénalité pour retard de paiement

Interest

(11) If, on a particular date, a debt as calculated under subsection (12) is payable by an owner, the owner shall be charged interest payable to the Treasurer at the prescribed rate and calculated in the prescribed manner on the amount of the debt from that date to the date the amount is received by the Minister.

(11) Si, à une date donnée, une dette calculée aux termes du paragraphe (12) est payable par un propriétaire, celui-ci est tenu de payer au trésorier des intérêts, au taux prescrit, et calculés de la manière prescrite sur le montant de la dette, depuis la date en question jusqu'à la date où le montant est reçu par le ministre.

Intérêts

Calculation of debt

(12) The amount of the debt payable by an owner under this Act at a particular date is the amount by which,

(12) Le montant de la dette qu'un propriétaire est tenu de payer à une date donnée aux termes de la présente loi correspond au montant de l'excédent :

Calcul de la dette

(a) the aggregate of,

- (i) all instalments of tax under this Act payable by the owner before that date with respect to the current and all previous years,
- (ii) the amount, if any, by which the total amount of tax payable by the owner under this Act for all years ending before that date exceeds the aggregate of all instalments of tax payable by the owner under this Act in those years,
- (iii) all penalties assessed under this Act against the owner at any time before that date, and
- (iv) the total of all amounts of interest charged under this section to the owner in respect of a period of time ending before that date,

exceeds,

(b) the aggregate of,

- (i) the amount of all instalments paid by the owner under this Act in a year ending before that date, and
- (ii) the total of all amounts of interest credited to the owner in respect of a period of time ending before that date.

Compound interest

(13) The interest under subsection (11) shall be computed and compounded monthly to the date on which it is paid. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 15 (2-13).

Cancellation, reduction, refund of taxes

16. (1) An owner of land may apply to the Minister for the cancellation, reduction or refund of taxes imposed in the year in respect of which the application is made, or for any part of either or both of the two preceding years, if,

- (a) the land has become exempt from taxation during the year or during the two preceding years after the delivery of assessment notices;
- (b) during the year or during the two preceding years after the delivery of assessment notices the land was razed by fire or demolition or was damaged by fire or demolition so as to render it substantially unusable as a commercial property or as a commercial parking lot; or

a) du total des montants suivants :

- (i) tous les versements d'impôt prévus par la présente loi qui sont payables par le propriétaire avant cette date pour l'année en cours et les années précédentes,
- (ii) l'excédent éventuel du montant total de l'impôt payable par le propriétaire aux termes de la présente loi pour les années se terminant avant la date en question sur le total des versements d'impôt payables par le propriétaire aux termes de la présente loi pour ces années,
- (iii) toutes les pénalités imposées au propriétaire en vertu de la présente loi avant la date en question,
- (iv) le total des montants d'intérêt imposés au propriétaire en vertu du présent article pour une période se terminant avant la date en question,

sur

b) le total des montants suivants :

- (i) le montant de tous les versements effectués par le propriétaire aux termes de la présente loi pour une année se terminant avant la date donnée,
- (ii) le total des montants d'intérêt portés au crédit du propriétaire pour une période se terminant avant la date en question.

(13) Les intérêts prévus au paragraphe (11) sont calculés et composés mensuellement jusqu'à la date de leur paiement. L.R.O. 1990, chap. C.16, par. 15 (2) à (13).

Intérêts composés

16. (1) Le propriétaire d'un bien-fonds peut demander au ministre l'annulation, la réduction ou le remboursement d'impôts exigés au cours de l'année pour laquelle la demande est faite ou pour une partie de l'une ou l'autre des deux années précédentes ou des deux, dans les cas suivants :

Annulation, réduction, remboursement d'impôts

- a) le bien-fonds a fait l'objet d'une exonération d'impôts au cours de l'année ou des deux années qui précèdent, après la remise des avis d'évaluation;
- b) au cours de l'année ou des deux années qui précèdent, après la remise des avis d'évaluation, le bien-fonds a été rasé par un incendie ou des travaux de démolition, ou a été endommagé par un incendie ou des travaux de démolition au point d'être pratiquement inutilisable comme bien immeuble commercial ou

comme parc de stationnement commercial;

- c) le propriétaire a été assujéti à une imposition excessive en raison d'une erreur d'écriture, une inversion de chiffres, une erreur typographique ou autre erreur de cette nature, à l'exclusion d'une erreur d'appréciation commise lors de l'évaluation qui a servi de base au calcul des impôts.

Idem

(2) If an owner who is entitled to apply for the cancellation, reduction or refund of taxes under clause (1) (c) fails to apply, the Minister may apply in his or her stead and this section applies with necessary modifications to that application.

(2) Si un propriétaire qui a le droit de demander l'annulation, la réduction ou le remboursement des impôts en vertu de l'alinéa (1) c) omet de le faire, le ministre peut le demander à sa place, et le présent article s'applique à cette demande avec les adaptations nécessaires.

Idem

Time for making application

(3) An application under subsection (1) may be made at any time during the year in respect of which the application is made and until the 28th day of February in the following year.

(3) La demande prévue au paragraphe (1) peut être présentée à tout moment au cours de l'année pour laquelle elle est faite et jusqu'au 28 février de l'année suivante.

Date de la demande

Powers of Minister

(4) The Minister shall with all due dispatch consider the application and may,

(4) Le ministre étudie la demande avec toute la diligence appropriée et peut, selon le cas :

Pouvoirs du ministre

- (a) reject the application;
- (b) if the taxes have not been paid, cancel the taxes or reduce the taxes;
- (c) if the taxes have been paid in full, order a refund of the taxes or any part thereof; or
- (d) if the taxes have been paid in part, order a refund of the taxes paid or any part thereof and reduce or cancel the portion of the taxes unpaid.

- a) rejeter la demande;
- b) si les impôts n'ont pas été payés, les annuler ou les réduire;
- c) si les impôts ont été payés intégralement, ordonner le remboursement de la totalité ou d'une partie de ceux-ci;
- d) si une partie seulement des impôts a été payée, ordonner le remboursement de la totalité ou d'une partie de ceux-ci et en réduire ou en annuler la partie impayée.

Notice of decision

(5) The Minister shall, by ordinary mail or by personal service, give the applicant notice of the decision respecting the application together with written reasons therefor.

(5) Le ministre donne à l'auteur de la demande un avis écrit motivé de sa décision concernant la demande, par courrier ordinaire ou par signification à personne.

Avis de décision

Proportionate cancellation, reduction or refund

(6) A cancellation, reduction or refund under clause (1) (a) shall be for a proportionate part of the taxes based on the number of months in the year during which the exemption existed.

(6) L'annulation, la réduction ou le remboursement d'impôts accordé en vertu de l'alinéa (1) a) est proportionnel au nombre de mois de l'année pendant lesquels l'exonération a existé.

Annulation, réduction ou remboursement proportionnel

Idem

(7) A cancellation, reduction or refund under clause (1) (b) shall be for a proportionate part of the taxes based on the number of months in the year during which the land was razed or damaged by fire or demolition.

(7) L'annulation, la réduction ou le remboursement d'impôts accordé en vertu de l'alinéa (1) b) est proportionnel au nombre de mois de l'année pendant lesquels le bien-fonds était rasé ou endommagé par un incendie ou des travaux de démolition.

Idem

Objection

(8) Where an applicant objects to a notice given under subsection (5), (15) or (18), the applicant may, within sixty days from the date of mailing or personal service of the notice, serve on the Minister, by registered mail addressed to the Minister, a notice of objection in duplicate in the prescribed form setting out

(8) L'auteur d'une demande qui s'oppose à un avis donné aux termes du paragraphe (5), (15) ou (18) peut, dans les soixante jours de la date de la mise à la poste ou de signification à personne de l'avis, signifier au ministre, par courrier recommandé un avis d'opposition motivé en double exemplaire, rédigé selon la

Avis d'opposition

	the reasons for the objection and all relevant facts.	formule prescrite et énonçant tous les faits pertinents.	
Acceptance of notice	(9) The Minister may accept a notice of objection even if it is not served in the manner required.	(9) Le ministre peut accepter l'avis d'opposition même s'il n'est pas signifié de la manière prévue.	Acceptation de l'avis
Reconsideration	(10) Upon receipt of a notice of objection, the Minister shall, with all due dispatch, reconsider the decision objected to, and the Minister shall promptly notify the applicant of his or her decision by registered mail.	(10) Dès qu'il reçoit un avis d'opposition, le ministre reconsidère, avec toute la diligence appropriée, la décision faisant l'objet de l'opposition. Il avise sans délai l'auteur de la demande, par courrier recommandé, de sa décision.	Nouvel examen
Where decision final	(11) A decision of the Minister under subsection (10) is final and is not subject to appeal unless the decision involves the interpretation of a provision of this Act or involves an issue solely of law.	(11) La décision que prend le ministre aux termes du paragraphe (10) est définitive et sans appel, à moins qu'elle ne concerne l'interprétation d'une disposition de la présente loi ou une question de droit seulement.	Décision définitive
Resolution of question	(12) In any dispute over a decision of the Minister under subsection (10), the Minister may, where the dispute involves the interpretation of a provision of this Act or involves an issue solely of law in which no facts are in dispute or involves the proper inference to be drawn from facts that are not in dispute, agree in writing with the applicant as to the undisputed facts and apply to the Divisional Court to have the issue in dispute determined.	(12) En cas de conflit au sujet d'une décision que prend le ministre aux termes du paragraphe (10), le ministre peut, si le conflit concerne l'interprétation d'une disposition de la présente loi ou une question de droit seulement où les faits ne sont pas mis en doute ou concerne la conclusion appropriée à tirer de faits qui ne sont pas mis en doute, s'entendre par écrit avec l'auteur de la demande quant aux faits incontestés et demander à la Cour divisionnaire de statuer sur la question faisant l'objet du conflit.	Règlement d'une question
Idem	(13) If the Minister does not make the application within six weeks of the date upon which the undisputed facts have been agreed upon in writing, the applicant may apply to the court to have the issue determined.	(13) Si le ministre ne présente pas la demande dans les six semaines de la date où il a été convenu par écrit des faits incontestés, l'auteur de la demande peut demander au tribunal de statuer sur la question.	Idem
Restoration of taxes	(14) If the Minister has made a decision in any year under subsection (4) to cancel, refund or reduce taxes for that year in respect of land mentioned in clause (1) (b) and the Minister is subsequently satisfied that the land has been reconstructed or repaired and has been returned to use before the end of that year, the Minister may direct that such portion as the Minister considers appropriate of the tax reduction, or of the taxes that were cancelled or refunded, be restored as taxes owing for that year.	(14) S'il a pris, au cours d'une année donnée, la décision d'annuler, de rembourser ou de réduire des impôts pour cette année en vertu du paragraphe (4) à l'égard d'un bien-fonds visé à l'alinéa (1) b) et qu'il constate par la suite que le bien-fonds a été reconstruit ou réparé et qu'il a recommencé à être utilisé avant la fin de l'année, le ministre peut ordonner, au moyen d'une directive, que la fraction qu'il juge appropriée de la réduction d'impôts ou des impôts annulés ou remboursés soit rétablie à titre d'impôts payables pour l'année en question.	Rétablissement des impôts
Direction	(15) A direction under subsection (14) may be made at any time up to the 28th day of February of the immediately following year and the Minister shall, by ordinary mail or by personal service, give the applicant notice of the direction together with written reasons therefor.	(15) La directive prévue au paragraphe (14) peut être donnée à tout moment jusqu'au 28 février de l'année suivante, et le ministre donne à l'auteur de la demande un avis écrit motivé de la directive, par courrier ordinaire ou par signification à personne.	Directive
Payment	(16) The Minister shall bill the owner of land for taxes restored under subsection (14) and the tax billed is due and payable within thirty days of the date of the bill but, if a tax bill is issued before the 1st day of September in a year, the second instalment of tax payable	(16) Le ministre envoie au propriétaire du bien-fonds un relevé pour les impôts rétablis en vertu du paragraphe (14) et ceux-ci sont exigibles et payables dans les trente jours de la date de facturation. Toutefois, si un relevé d'imposition est délivré avant le 1 ^{er} septembre	Paiement

with respect to the current year is payable on the 1st day of October in accordance with subsection 15 (1).

de l'année, le deuxième versement de l'impôt payable pour l'année en cours est payable le 1^{er} octobre conformément au paragraphe 15 (1).

Refund of
tax

(17) If a person has paid an amount under this Act as tax and that amount is not payable as tax under this Act, such amount shall be refunded if, within three years following the date of its payment, an application for refund is made to the Minister and it is established to the satisfaction of the Minister that the amount was not payable as tax under this Act.

(17) Si une personne a payé un montant à titre d'impôts aux termes de la présente loi et que ce montant n'est pas payable à ce titre aux termes de la présente loi, ce montant est remboursé si, dans les trois années suivant la date du paiement, une demande de remboursement est présentée au ministre et s'il est démontré à la satisfaction du ministre que le montant n'était pas payable à titre d'impôts aux termes de la présente loi.

Rembourse-
ment d'im-
pôts

Notice

(18) The Minister shall notify the applicant of his or her decision by ordinary mail or by personal service.

(18) Le ministre avise l'auteur de la demande de sa décision par courrier ordinaire ou par signification à personne.

Avis

One applica-
tion

(19) Only one application under subsection (17) may be made with respect to any amount paid as tax under this Act.

(19) Il ne peut être présenté qu'une seule demande en vertu du paragraphe (17) à l'égard d'un montant payé à titre d'impôts aux termes de la présente loi.

Une
demande

Interest

(20) If an overpayment arises as a result of the cancellation, reduction or refund by the Minister of taxes that have been paid, interest at the rate prescribed, computed and compounded monthly, shall be paid from the date the overpayment arose to the date of refund, unless the amount of interest is less than \$1, in which case no interest shall be paid. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 16.

(20) Si une annulation, une réduction ou un remboursement d'impôts payés ordonné par le ministre donne lieu à un trop-perçu, des intérêts au taux prescrit, calculés et composés mensuellement, sont versés à partir de la date où le trop-perçu s'est produit jusqu'à la date du remboursement, à moins que le montant des intérêts ne soit inférieur à 1 \$, auquel cas aucun intérêt n'est versé. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 16.

Intérêts

Lien upon
real property

17. (1) All taxes imposed under this Act are, upon registration by the Minister in the proper land registry office of a notice claiming the first lien and charge conferred by this section, a first lien and charge upon the land liable to the taxes.

17. (1) Dès l'enregistrement par le ministre, au bureau d'enregistrement immobilier compétent, d'un avis de revendication du privilège et de la sûreté réelle de premier rang accordés par le présent article, les impôts établis en vertu de la présente loi constituent un privilège et une sûreté réelle de premier rang grevant le bien-fonds assujetti à l'impôt.

Privilège
grevant un
bien immeu-
ble

Amounts
included and
priority

(2) The first lien and charge conferred by subsection (1) is in respect of all taxes that are payable at the time of registration of the notices and all taxes that become payable thereafter while the notice remains registered, and such first lien and charge has priority over all encumbrances or claims registered or attaching to the subject property subsequent to the registration of the notice. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 17.

(2) Le privilège et la sûreté réelle de premier rang accordés par le paragraphe (1) concernent tous les impôts payables au moment de l'enregistrement des avis et tous les impôts qui deviennent payables subséquemment tant que l'avis demeure enregistré. Ce privilège et cette sûreté réelle de premier rang ont priorité sur les autres charges et réclamations enregistrées à l'égard du bien immeuble en question ou qui grevent ce dernier après l'enregistrement de l'avis. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 17.

Montants in-
clus et priori-
té

Recovery of
tax

18. (1) Upon default of payment of any tax payable under this Act,

18. (1) Si l'impôt payable en vertu de la présente loi n'est pas acquitté, le ministre peut :

Recouvre-
ment de l'im-
pôt

(a) the Minister may bring an action for recovery thereof in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected, and every such action shall be brought in the

a) soit intenter une action en recouvrement de l'impôt devant un tribunal compétent en ce qui a trait au recouvrement de créances ou de sommes d'un montant similaire; cette action est in-

name of the Minister or in the name of his or her office and may be continued by the Minister's successor in office as if no change had occurred and shall be tried without a jury; or

- (b) the Minister may issue a warrant directed to the sheriff for an area in which any property of a person liable to make a payment under this Act is located for the amount owed by that person, together with interest thereon from the date of the issue of the warrant and the costs, expenses and poundage of the sheriff.

Effect of
warrant

(2) A warrant issued under clause (1) (b) has the same effect as a writ of execution issued out of the Ontario Court (General Division).

Security for
tax

(3) If the Minister considers it advisable to do so, the Minister may accept security for the payment of taxes in any form that the Minister considers satisfactory. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 18.

Garnishment

19. (1) If the Minister has knowledge or suspects that within ninety days a person is or is about to become indebted or liable to make a payment to a person liable to make a payment under this Act, the Minister may by registered letter or by letter served personally, require the first-named person to pay the money otherwise payable to the second-named person in whole or in part to the Treasurer immediately on account of the liability under this Act and the requirement shall apply to all money that would otherwise be so paid in the ninety days next following the receipt of the letter.

Idem

(2) Despite subsection (1), if the Minister has knowledge or suspects that within ninety days,

- (a) a bank, credit union, trust corporation or other similar institution is about to loan or advance money to, or make a payment on behalf of, or make a payment in respect of a negotiable instrument issued by a person liable to make a payment under this Act, who is indebted to the institution; or
- (b) a person, other than an institution, is about to loan or advance money to or make a payment on behalf of, a person who is liable to make a payment under this Act and who,

tentée au nom du ministre ou au nom de sa charge et peut être poursuivie par son successeur comme s'il n'y avait pas eu de changement et il y est procédé sans jury;

- b) soit décerner un mandat adressé au shérif de la localité où est situé le bien immeuble d'une personne tenue de faire un paiement aux termes de la présente loi pour le montant dû par cette personne ainsi que les intérêts courus à compter de la date où le mandat a été décerné plus les frais, les débours et la commission du shérif.

(2) Un mandat décerné aux termes de l'alinéa (1) b) a le même effet qu'un bref d'exécution délivré par la Cour de l'Ontario (Division générale).

(3) S'il le juge à propos, le ministre peut accepter une garantie de l'acquittement des impôts sous la forme qu'il estime satisfaisante. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 18.

Effet du
mandat

Garantie
pour l'impôt

19. (1) Si le ministre sait ou soupçonne qu'une personne est endettée envers une autre personne tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi, ou qu'elle est sur le point de le devenir dans les quatre-vingt-dix jours, il peut, par lettre recommandée ou signifiée à personne, exiger que la personne mentionnée en premier lieu verse sans délai au trésorier, en raison de l'obligation créée par la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent normalement payables à la personne mentionnée en second lieu. Cette exigence s'applique à toutes les sommes qui seraient normalement payées dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de la lettre.

Saisie-arrêt

(2) Malgré le paragraphe (1), si le ministre sait ou soupçonne que dans les quatre-vingt-dix jours, selon le cas :

- a) une banque, une caisse, une société de fiducie ou une autre institution semblable est sur le point de prêter ou d'avancer de l'argent à une autre personne qui est tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi et qui est endettée envers cette institution, ou est sur le point d'effectuer un paiement au nom de cette autre personne, ou est sur le point d'effectuer un paiement ayant trait à un titre négociable émis par cette autre personne;
- b) une personne autre qu'une institution est sur le point de prêter ou d'avancer de l'argent à une autre personne qui est tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi, ou est sur le point d'effectuer un paiement au nom

Idem

- (i) is employed by or engaged in providing goods or services to the first-named person and who was, or will within ninety days be, so employed or so engaged, or
- (ii) is not dealing at arm's length with the first-named person,

the Minister may, by registered letter, or by letter served personally, require the institution or person to pay immediately to the Treasurer, on account of the liability of the person liable to make a payment under this Act, all or part of the money that would otherwise have been loaned, advanced or paid, and any money paid to the Treasurer shall be deemed to have been loaned, advanced or paid to the person liable to make a payment under this Act.

Continuing
effect of
requisition

(3) If the Minister has required a person to pay to the Treasurer money otherwise payable as interest, rent, remuneration, a dividend, an annuity payment or other periodic payment to a person who is liable to make a payment under this Act,

- (a) the requirement applies to all periodic payments to be made by the first-named person to the second-named person after the date of receipt of the Minister's letter until the liability of the second-named person is satisfied; and
- (b) the payments required to be paid to the Treasurer shall be the full amount of each payment or in such lesser amount as the Minister may designate in the Minister's letter.

Idem

(4) The receipt of the Treasurer for money paid as required under this section is sufficient discharge of the original liability to the extent of the payment.

Liability of
debtor

(5) Every person who has discharged any liability to a person liable to make a payment under this Act without complying with the requirement under this section is liable to pay to Her Majesty in right of Ontario the lesser of an amount equal to the liability discharged and the amount that person was required to pay to the Treasurer under this section.

de cette autre personne, et qui, selon le cas :

- (i) est employée par la personne mentionnée en premier lieu ou s'est engagée à lui fournir des marchandises ou des services et qui était, ou sera dans les quatre-vingt-dix jours, ainsi employée ou engagée,
- (ii) traite avec la personne mentionnée en premier lieu avec un lien de dépendance,

le ministre peut, par lettre recommandée ou signifiée à personne, exiger que l'institution ou la personne verse sans délai au trésorier, en raison de l'obligation de la personne tenue de faire un paiement aux termes de la présente loi, la totalité ou une partie des sommes d'argent qui auraient autrement été prêtées, avancées ou payées. Les sommes d'argent versées au trésorier sont réputées avoir été prêtées, avancées ou payées à la personne tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi.

Effet continu
de l'exigence

(3) Si le ministre a exigé d'une personne qu'elle verse au trésorier des sommes d'argent qui seraient payables par ailleurs à titre d'intérêts, de loyer, de rémunération, de dividende, de rente ou d'autre versement périodique à une personne tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi :

- a) l'exigence s'applique à tous les versements périodiques devant être effectués par la personne mentionnée en premier lieu à la personne mentionnée en second lieu après la date de réception de la lettre du ministre, et ce jusqu'à ce que l'obligation de la personne mentionnée en second lieu soit satisfaite;
- b) les paiements devant être versés au trésorier correspondent au plein montant de chaque paiement ou au montant inférieur que le ministre peut fixer dans sa lettre.

Idem

(4) Le reçu délivré par le trésorier pour les sommes d'argent versées selon ce qui est exigé en vertu du présent article constitue, jusqu'à concurrence de la somme versée, une quittance valable de l'obligation initiale.

Obligation
du débiteur

(5) Quiconque acquitte une obligation envers une personne tenue de faire un paiement aux termes de la présente loi, sans se conformer aux exigences prévues au présent article, est tenue de verser à Sa Majesté du chef de l'Ontario le montant le moins élevé de l'obligation effectivement acquittée ou de la somme qu'elle était tenue de verser au trésorier aux termes du présent article.

Idem	<p>(6) Every institution that fails to comply with a requirement under subsection (2) is liable to pay to Her Majesty in right of Ontario an amount equal to the lesser of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the aggregate of the money advanced or paid; and (b) the amount that it was required under subsection (2) to pay the Treasurer. 	<p>(6) L'institution qui ne respecte pas l'exigence prévue au paragraphe (2) est tenue de payer à Sa Majesté du chef de l'Ontario le moins élevé des montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le total des sommes d'argent avancées ou payées; b) le montant qu'elle était tenue de verser au trésorier aux termes du paragraphe (2). 	Idem
Service	<p>(7) If a person who is or is about to become indebted or liable to make a payment to a person liable to payment under this Act carries on business under a name or style other than his or her own name, the registered letter under subsection (1) may be addressed to the name or style under which he or she carries on business and, in the case of personal service, it shall be deemed to have been validly served if it has been left with an adult person employed at the place of business of the addressee.</p>	<p>(7) Si une personne qui est endettée ou qui est sur le point de devenir endettée envers une autre personne tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi, ou qui est tenue d'effectuer un paiement à cette autre personne exerce des activités commerciales sous un nom autre que son propre nom, la lettre recommandée prévue au paragraphe (1) peut être adressée au nom sous lequel la personne exerce des activités commerciales. En cas de signification à personne, la lettre est réputée avoir été valablement signifiée si elle a été laissée à une personne adulte employée à l'établissement du destinataire.</p>	Signification
Idem	<p>(8) If the persons who are or are about to become indebted or liable to make a payment to a person liable to make a payment under this Act carry on business as a partnership, a letter under subsection (1) may be addressed to the partnership name and, in the case of personal service, it shall be deemed to have been validly served if it has been served on one of the partners or left with an adult person employed at the place of business of the partnership.</p>	<p>(8) Si des personnes qui sont endettées ou qui sont sur le point de devenir endettées envers une autre personne tenue d'effectuer un paiement aux termes de la présente loi, ou qui sont tenues d'effectuer un paiement à cette autre personne exercent des activités commerciales dans le cadre d'une société en nom collectif, la lettre recommandée prévue au paragraphe (1) peut être adressée à la raison sociale de la société en nom collectif. En cas de signification à personne, la lettre est réputée avoir été valablement signifiée si elle a été signifiée à l'un des associés ou si elle a été laissée à une personne adulte employée à l'établissement de la société en nom collectif.</p>	Idem
Wages Act applies	<p>(9) This section is subject to the <i>Wages Act</i>.</p>	<p>(9) Le présent article est assujéti à la <i>Loi sur les salaires</i>.</p>	Application de la <i>Loi sur les salaires</i>
Failure to remit	<p>(10) If any person, without reasonable excuse, has failed to remit to the Treasurer the money as required under this section, the Minister may apply before a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing that person to remit the money. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 19.</p>	<p>(10) Si une personne, sans excuse valable, n'a pas versé au trésorier les sommes d'argent qu'elle est tenue de verser aux termes du présent article, le ministre peut, par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance enjoignant à la personne de verser ces sommes. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 19.</p>	Non-versement
Remedies for recovery of tax	<p>20. (1) The use of any of the remedies under sections 17, 18 and 19 does not bar or affect the use of any other remedy under those sections or other remedy existing at law.</p>	<p>20. (1) L'utilisation de l'un des recours prévus aux articles 17, 18 et 19 n'a aucune incidence sur l'utilisation des autres recours prévus par ces articles ou en droit.</p>	Recours
Limitation	<p>(2) No proceeding taken under section 17, 18 or 19 limits or affects any lien, charge or priority existing under this Act or otherwise.</p>	<p>(2) Une action prise en vertu de l'article 17, 18 ou 19 n'a aucune incidence sur un privilège, une sûreté réelle ou un privilège du créancier prévu par la présente loi ou par ailleurs.</p>	Restriction
Compliance to be proved by affidavit	<p>(3) In any proceeding taken under this Act, the facts necessary to establish the compliance</p>	<p>(3) Dans toute action prise en vertu de la présente loi, les faits nécessaires afin d'établir</p>	Affidavit

of the Minister with this Act and the lack of compliance by any person with this Act shall, in the absence of evidence to the contrary, be sufficiently proved by affidavit of the Minister or any officer of the Ministry of Revenue. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 20.

que le ministre s'est conformé à la présente loi et qu'une personne ne s'y est pas conformée, sont, en l'absence de preuve contraire, suffisamment prouvés par affidavit du ministre ou d'un des fonctionnaires du ministère du Revenu. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 20.

Regulations

21. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) authorizing or requiring the Deputy Minister of Revenue or any officer of the Ministry to exercise any power or perform any duty conferred or imposed upon the Minister by this Act or the regulations;
- (b) defining any word or expression used in this Act that has not already been expressly defined in this Act;
- (c) prescribing the rate of interest payable under this Act or the regulations, or a formula for computing that rate, and the method of calculating that interest;
- (d) providing for the rebate of tax in whole or in part owing to special circumstances, and prescribing the conditions under which the rebates may be made and the payment of interest to persons to whom any rebate of tax is made;
- (e) providing for limiting the amount of tax payable under this Act in special circumstances where inconvenience or hardship might otherwise result;
- (f) prescribing additional classes of land to be included in the definition of "commercial property";
- (g) exempting commercial properties and commercial parking lots from the tax imposed by this Act.

21. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) autoriser le sous-ministre du Revenu ou un fonctionnaire de son ministère à exercer les pouvoirs et fonctions dévolus au ministre aux termes de la présente loi ou des règlements ou l'y enjoindre;
- b) définir les termes ou expressions utilisés dans la présente loi qui n'y ont pas déjà été expressément définis;
- c) prescrire le taux et le mode de calcul des intérêts payables aux termes de la présente loi ou des règlements, ou une formule visant le calcul de ce taux;
- d) prévoir la remise de la totalité ou d'une partie des impôts, en raison de circonstances particulières, et prescrire les conditions de ces remises ainsi que le paiement des intérêts aux personnes auxquelles une remise est accordée;
- e) prévoir des limites aux montants d'impôts payables aux termes de la présente loi dans les circonstances particulières où il pourrait autrement en résulter des inconvénients ou un préjudice graves;
- f) prescrire des catégories de bien-fonds supplémentaires à inclure dans la définition du terme «bien immeuble commercial»;
- g) exonérer de l'impôt établi par la présente loi des biens immeubles commerciaux et des parcs de stationnement commerciaux.

Règlements

Regulations
by Minister

(2) The Minister may make regulations prescribing any form that is required by this Act or the regulations or that will assist in the administration of this Act, and prescribing how and by whom any form shall be completed and what information it shall contain.

(2) Le ministre peut, par règlement, prescrire les formules exigées par la présente loi ou par les règlements ou qui aideront à l'application de la présente loi ainsi que la manière de les remplir, les renseignements qu'elles doivent contenir, et les personnes qui doivent les remplir.

Règlements
du ministre

Retroactivity

(3) A regulation made under this Act is, if it so provides, effective with reference to a period before it was filed. R.S.O. 1990, c. C.16, s. 21.

(3) S'ils le prévoient, les règlements pris en application de la présente loi s'appliquent à une période antérieure à leur dépôt. L.R.O. 1990, chap. C.16, art. 21.

Rétroactivité

Commercial Concentration Tax Act

Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales

REGULATION 75

Amended to O. Reg. 119/93

GENERAL

1. (1) For the purpose of subsections 15 (11) and 16 (20) of the Act, the prescribed rate of interest shall be determined using the following rules:

1. The rate of interest shall be reviewed four times a year and adjusted effective the 1st day of January, the 1st day of April, the 1st day of July and the 1st day of October in each year and shall remain in force until the next adjustment date.
2. If the interest adjustment date is the 1st day of January, the rate of interest shall be the mean, rounded to the nearest whole percentage point, of the prime rates of The Royal Bank of Canada, The Bank of Nova Scotia, the Canadian Imperial Bank of Commerce, the Bank of Montreal and The Toronto-Dominion Bank on the 15th day of October of the previous year.
3. If the interest adjustment date is the 1st day of April, the rate of interest shall be the mean, rounded to the nearest whole percentage point, of the prime rates of The Royal Bank of Canada, The Bank of Nova Scotia, the Canadian Imperial Bank of Commerce, the Bank of Montreal and The Toronto-Dominion Bank on the 15th day of January of that year.
4. If the interest adjustment date is the 1st day of July, the rate of interest shall be the mean, rounded to the nearest whole percentage point, of the prime rates of The Royal Bank of Canada, The Bank of Nova Scotia, the Canadian Imperial Bank of Commerce, the Bank of Montreal and The Toronto-Dominion Bank on the 15th day of April of that year.
5. If the interest adjustment date is the 1st day of October, the rate of interest shall be the mean, rounded to the nearest whole percentage point, of the prime rates of The Royal Bank of Canada, The Bank of Nova Scotia, the Canadian Imperial Bank of Commerce, the Bank of Montreal and The Toronto-Dominion Bank on the 15th day of July of that year. O. Reg. 119/93, s. 1 (1).

(2) The Minister shall print the rate determined under subsection (1) in the first issue of *The Ontario Gazette* that is published after the coming into force of that rate. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 1 (2).

(3) In this section, "prime rate" means the annual rate of interest from time to time announced by each bank referred to in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1) to be its prime or reference rate of interest then in effect for determining interest rates on Canadian dollar commercial loans by that bank in Canada. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 1 (3); O. Reg. 119/93, s. 1 (2).

2. For the purpose of section 2 of the Act, "shared facilities" includes,

(a) a common utility system, such as a common system for conducting and supplying water, ventilation and air conditioning, lighting or heating;

(b) common entrances, exits, halls, aisles, atria or malls; or

(c) architectural or structural design integrity below ground such as malls,

but excludes structures that connect two or more buildings and are designed only for vehicle parking or pedestrian movement, whether above or below ground. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 2.

2.1 A notice of objection under subsection 16 (8) of the Act shall be in Form 3. O. Reg. 116/92, s. 1.

3. For the purpose of subsection 4 (2) of the Act, a "research and development facility" means land that is used primarily for scientific research and experimental development within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada) and regulations under it. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 3.

4. For the purpose of subsection 4 (4) of the Act, "on a seasonal basis" refers to a commercial parking lot operating,

(a) for a period not exceeding six consecutive months within any consecutive twelve-month period; or

(b) for a maximum of any ninety days within the taxation year. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 4.

5. The following commercial properties are exempt from the tax imposed by the Act:

1. Toronto International Convention Centre
6900 Airport Road, Mississauga.
2. Metro East Trade Centre
1899 Brock Road, Pickering.
3. Canadian Standards Association Building
178 Rexdale Boulevard, Etobicoke.
4. Bell Canada switching stations at
11-15 Asquith Avenue, Toronto,
220 Simcoe Street, Toronto, and
76 Adelaide Street West, Toronto.

R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 5.

6. A notice of assessment under subsection 8 (1) of the Act shall be in Form 1. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 6.

7. A tax bill under subsection 15 (1) of the Act shall be in Form 2. R.R.O. 1990, Reg. 75, s. 7.

Form 1
Formule 1Commercial Concentration Tax Act
Loi de l'impôt sur les concentrations commercialesNOTICE OF ASSESSMENT FOR COMMERCIAL CONCENTRATION TAX
AVIS D'ÉVALUATION POUR L'IMPÔT SUR LES CONCENTRATIONS COMMERCIALES

Effective From / Date de prise d'effet

Those commercial properties which exceed 18,600 square metres in floor area and all commercial parking lots and garages within the Greater Toronto Area are assessed for taxation under the provisions of the *Commercial Concentration Tax Act*.

This Notice of Assessment for Commercial Concentration Tax (CCT) is mailed to the registered owner(s) of every property liable for CCT.

A tax bill based on these assessments will be issued in accordance with section 15 of the *Commercial Concentration Tax Act*.

Les biens immeubles commerciaux dont la surface au sol dépasse 18 600 mètres carrés et tous les parcs de stationnement et garages commerciaux de l'agglomération torontoise sont évalués en vue de déterminer l'impôt à payer en vertu de la Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales.

Le présent avis d'évaluation pour l'impôt sur les concentrations commerciales (ICC) est envoyé par la poste au(x) propriétaire(s) inscrit(s) de chaque bien immeuble assujéti à l'ICC.

Un relevé d'imposition correspondant à l'évaluation sera produit conformément à l'article 15 de la Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales.

Name and Mailing Address / Nom et adresse postale

Parcel Identifier / Identification de la parcelle

Nbhd
Quartier

Municipality / Municipalité

Location and Description / Emplacement et description

If you require assistance or would like to arrange a meeting with an assessor to discuss the information shown on this Notice, please contact the Regional Assessment Office at:

An amended Notice will be issued if any of the information on this Notice is shown to be incorrect before

Si vous avez besoin d'aide ou si vous désirez rencontrer un évaluateur pour discuter des renseignements que contient l'avis, veuillez communiquer avec le bureau régional d'évaluation à :

Un avis modifié sera produit s'il est établi que des renseignements que contient l'avis sont incorrects, avant le

Cut on this line

Coupez sur le pointillé

Complaint Form – Commercial Concentration Tax

Formule de plainte – Impôt sur les concentrations commerciales

If you believe your assessment is too high, you or your agent may lodge a complaint with the Assessment Review Board by completing this Complaint Form and mailing it to the Regional Registrar of the Assessment Review Board at the address shown below before

Appeals of legal issues, such as liability for CCT, are dealt with by the Ontario Court (General Division) under section 12 of the *Commercial Concentration Tax Act*. For information on filing an appeal under section 12, contact the Regional Assessment Office.

Indicate whether this complaint relates to:

- ☐ Building area ☐ Parking area
☐ Both building and parking area

Si vous êtes d'avis que votre évaluation est trop élevée, vous ou votre mandataire pouvez déposer une plainte auprès de la Commission de révision de l'évaluation foncière en remplissant la présente formule de plainte et en la postant au greffier régional de la Commission de révision de l'évaluation foncière, à l'adresse indiquée ci-dessous, avant le

Les appels portant sur les questions juridiques, par exemple, l'assujettissement à l'impôt sur les concentrations commerciales, relèvent de la Cour de l'Ontario (Division générale) en vertu de l'article 12 de la Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales. Pour obtenir des renseignements sur le dépôt d'un appel en vertu de l'article 12, veuillez communiquer avec le bureau régional d'évaluation.

Indiquer si la plainte se rapporte à :

- ☐ la surface de bâtiment ☐ la surface de stationnement
☐ les deux

Name (Print) / Nom (en lettres moulées)	Date	Residence Telephone No. N° de téléphone à domicile	Business Telephone No. N° de téléphone au bureau
Signature		Parcel Identifier / Identification de la parcelle	Nbhd Quartier

Form 2
Formule 2Commercial Concentration Tax Act
Loi de l'impôt sur les concentrations commercialesCOMMERCIAL CONCENTRATION TAX BILL FOR 1990
RELEVÉ D'IMPOSITION SUR LA CONCENTRATION
COMMERCIALE POUR L'ANNÉE 1990

IMPORTANT

A penalty of (maximum of \$) is charged on each instalment not paid on or before the due date. Interest at the prescribed rate accrues on the unpaid tax from due date until payment is received.

Une pénalité de (jusqu'à concurrence de \$) s'applique aux versements non effectués au plus tard à la date d'échéance. L'intérêt sur l'impôt non acquitté est calculé, au taux prescrit, à compter de la date d'échéance jusqu'à la réception du paiement.

Name and Mailing Address / Nom et adresse postale

Parcel Identifier / Identification de la parcelle

Municipality / Municipalité

Location and Description / Emplacement et description

The Commercial Concentration Tax rate is:

(i) Commercial properties - \$ for each square metre by which the gross area exceeds square metres.

(ii) Commercial parking lots and garages - \$ for each square metre of area.

Le taux d'imposition sur la concentration commerciale est de:

(i) Biens immeubles commerciaux: \$ pour chaque mètre carré au-delà d'une surface hors-tout de mètres carrés.

(ii) Parcs de stationnement et garages commerciaux: \$ pour chaque mètre carré de surface.

Taxable Area
(square metres)
Surface imposable
(mètres carrés)Tax Rate \$
(per square metre)
Taux d'imposition
(mètres carrés)Tax \$
Impôt

STRUCTURE

PARKING
STATIONNEMENTTOTAL ANNUAL TAX
IMPÔT ANNUEL TOTAL

Account No. / N° de compte

Effective From (day/month/year) / Date
d'entrée en vigueur (jour/mois/année)Date of Mailing (day/month/year) / Date
de mise à la poste (jour/mois/année)INSTALMENT
VERSEMENTDue Date
(day/month/year)
Date d'échéance
(jour/mois/année)Current Tax \$
Impôt à payerArrears \$
arriérés

Total \$

FIRST
PREMIERSECOND
DEUXIÈME

Detach and return the remittance advice with your payment. / Détacher ici et renvoyer l'avis de versement avec le paiement.

Ministry Ministère
of du
Revenue Revenu
OntarioRemittance Advice - First Instalment
Commercial Concentration TaxAvis de versement - Premier versement
Taxe sur la concentration commerciale

Account No. / N° de compte

Name and Mailing Address / Nom et adresse postale

Parcel Identifier / Identification de la parcelle

Tax Year
Année d'imposition

1990

Due Date
(day/month/year)
Date d'échéance
(jour/mois/année)Total Due \$
Total à payerPayment Enclosed \$
Paiement joint

Form 3

Commercial Concentration Tax Act

NOTICE OF OBJECTION

Name of Corporation or Person Objecting		Telephone Number ()	
Street Number and Name			
Mailing Address	City/Town	Province	Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the NOTICE OF DECISION of the Minister of Revenue

dated the day of, 19, wherein the Minister decided:

- ☐ To refuse to cancel, reduce or refund taxes under subsection 16 (5)
- ☐ To direct that taxes be restored under subsection 16 (15)
- ☐ To refuse to refund taxes under subsection 16 (18)

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

☐ Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that (name) (address)
has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection.
I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the
Freedom of Information and Protection of Privacy Act.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an employee of the company or an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

Formule 3

Loi de l'impôt sur les concentrations commerciales

AVIS D'OPPOSITION

Nom de la personne morale ou de la personne faisant opposition		N° de téléphone ()	
N° et rue			
Adresse postale	Ville	Province	Code postal

AVIS D'OPPOSITION est donné par la présente à l'AVIS DE DÉCISION du ministre du Revenu,

daté du 19....., dans lequel le ministre a décidé :

- ☐ de refuser d'annuler, de réduire ou de rembourser des impôts en vertu du paragraphe 16 (5)
- ☐ d'ordonner un rétablissement d'impôts en vertu du paragraphe 16 (15)
- ☐ de refuser de rembourser des impôts en vertu du paragraphe 16 (18)

Motifs de l'opposition et faits à l'appui

- ☐ (Si l'espace est insuffisant, veuillez décrire sur une autre feuille les motifs de l'opposition et les faits et cocher la case ci-contre.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) (adresse)
 est autorisé(e) à me représenter/représenter la compagnie relativement au présent avis d'opposition.
 J'autorise la direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

O. Reg. 116/92, s. 2.

Statement

of the

Production

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the

of the